

M.E.S., Numéro 133, Vol. 2, mars – avril 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mars - avril 2024

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA RESTRICTION DES SOCIÉTÉS TABACICOLES SUR LA POPULATION DE LA CHEFFERIE DES KALIKO-OMI

par

François Ledoux SILENOU MBOUCHE

*Doctorant, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion,
Université de Kinshasa*

Résumé

Au terme de la présente étude, nous sommes parvenu à la conclusion dont voici la teneur. La destruction des ressources naturelles, la baisse de taux de scolarité et d'activités commerciales sont là les éléments constitutifs à la base du départ massif de ces sociétés. Toutefois, le manque d'emploi et la prolifération des maladies d'origine hydrique sont aussi signalés.

Mots-clés : socio-économique, restriction, tabacicole, Kaloko-Omi.

Abstract

At the end of this letter, we have reached the following conclusion. The destruction of natural resources, the decline in education rates and commercial activities are the constituent elements of the massive starting point of these societies. However, lack of employment and the proliferation of water-borne diseases are also reported.

Keywords : Socio-economic, restriction, tobacco, Kaloko-Omi.

INTRODUCTION

Actuellement, les pays en développement font face au défi du développement. On ne peut pas parler du développement humain et agricole sans les progrès du développement, car ces derniers ont été principalement axés sur des objectifs économiques, sans même prendre en compte la répartition équitable des bénéfices obtenus parmi les nations et les groupes de population qui les composent¹. Effectivement, il est parfois observable que certains pays et organisations internationales se focalisent sur l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées, c'est-à-dire à la recherche du bien-être des populations les plus vulnérables en répondant à leurs besoins fondamentaux, tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), seulement 16 % du revenu mondial sont partagés par les habitants des pays en développement, qui représentent 76 % de la population mondiale. L'augmentation du revenu par tête au Sud est plus rapide qu'au Nord, cependant, l'inégalité persiste en raison d'un décalage mécanique : l'écart de revenu entre les 20 % les plus défavorisés et les 20 % les plus fortunés a doublé entre 1960 et 1990. En 1996, la moyenne des revenus d'un résident des pays riches était dix-huit fois supérieure à celui d'un résident des pays pauvres. Bien que la pauvreté augmente dans les pays développés, la situation n'est pas très similaire à celle des pays en développement.

Selon le rapport de la Banque mondiale de 1990, près d'un milliard de personnes, soit un tiers de la population, étaient dans un état de pauvreté absolue, c'est-à-dire qu'elles vivaient avec un revenu inférieur à 370 dollars par an, et un quart d'entre elles avec même moins de 200 dollars disponibles. Ce pourcentage diffère selon les régions géographiques, avec les personnes pauvres représentant 10 % des habitants de l'Asie de l'est, 52 % de l'Asie du Sud, 25 % de l'Amérique Latine et 48 % de l'Afrique subsaharienne, selon la Banque mondiale.

De plus, cette population défavorisée présente des taux de décès plus élevés qu'ailleurs et des espérances de vie moindres en raison de la malnutrition ou de la sous-nutrition, des famines et des problèmes de santé qui y sont fréquents, tandis que l'analphabétisme est commun. Les femmes et les minorités ethniques subissent un impact plus prononcé de la pauvreté. Il existe de nombreuses raisons qui incluent le développement économique, les problèmes climatiques ou les conditions

¹ PALUKU, B., 2010, Développement et politique agricole en Afrique centrale, RDC.

politiques. Toutefois, en général, il semble que la pauvreté diminue. Le revenu moyen par habitant des cinquante-cinq pays les plus défavorisés a augmenté de 190 dollars en 1975 à 390 dollars en 1993, mais la situation se détériore dans certaines régions : l'Afrique a connu une baisse de 570 dollars à 350 dollars entre ces mêmes dates².

La situation en République Démocratique du Congo demeure similaire. La pauvreté persiste et le taux de développement humain de la RDC est parmi les plus bas à l'échelle mondiale, comme on peut le constater sur les pages de www.ec.europa.eu/./country-profile.cfm³.

D'après l'ONU, la responsabilité du développement de chaque pays ou de chaque milieu revient principalement aux habitants locaux (communauté locale)⁴. Cette même organisation met en évidence l'importance de soutenir les efforts de ces derniers par l'autorité de l'État selon l'ONU. Malheureusement, dans certains contextes, il ne remplit pas sa responsabilité en tant qu'acteur principal du développement⁵. Malgré les efforts de développement déployés, il est évident que les pays en développement en général et les régions rurales en particulier ne parviennent pas à atteindre leur objectif⁶. La population des Kaliko-Omi n'a pas pu échapper à cette situation générale de pauvreté, même si ses efforts n'ont pas été largement soutenus par l'autorité gouvernementale.

Pendant un certain temps, cette population s'est appuyée sur l'agriculture de subsistance et le petit élevage, sources essentielles de revenus pour elle. Effectivement, à partir des années 1986, on observe l'émergence des entreprises de tabac et l'introduction de la culture du tabac, qui est devenue très renommée dans la région des Kaliko-Omi. La BAT (British American Tobacco) a été créée en 1986, la CTC (Congo Tobacco Company) a été établie en 2000, la CTT (Congo Tobacco Trading) a été établie en 2005 et enfin la SAAC (Société Africaine d'Agriculture au Congo) a été établie en 2008. Il convient également de souligner l'augmentation significative du nombre d'agriculteurs qui cultivent le tabac de manière autonome sans être soumis à l'encadrement de ces sociétés tabacoles. Cette période s'est déroulée.

Cette situation ne durera pas longtemps, l'équilibre et l'instabilité du marché du tabac congolais causés par une augmentation excessive des taxes et la détérioration des infrastructures de transport... ont entravé le bon fonctionnement des entreprises tabacoles opérant dans le secteur formel, ce qui a contraint ces entreprises à mettre en place une série de restrictions entre juillet 2009 et septembre 2010, en fermant presque toutes leurs représentations dans le pays. Étant donné ce qui a été mentionné précédemment, nous nous sommes interrogé sur les répercussions de ces mesures de confinement sur la population de la chefferie des Kaliko-Omi. Depuis 2010, les sociétés tabacoles ont massivement quitté le pays, ce qui a entraîné une diminution de l'économie dans la chefferie des Kaliko-Omi d'une part, et une diminution de la culture du tabac d'autre part.

L'objectif de cette recherche est d'analyser les répercussions des mesures de restriction, allant jusqu'à la fermeture des représentations mises en place par les sociétés de tabac, sur la population de la chefferie des Kaliko-Omi. Après avoir repéré les conséquences, elle pourra nous assister dans la proposition de solutions visant à les réduire.

I. APPROCHE METHODOLOGIQUE

1.1. Milieu d'étude

La chefferie des Kaliko-Omi fait partie des 7 chefferies qui constituent le territoire d'Aru, situé dans la province de l'Ituri au nord-est de la RDC, avec un secteur. La frontière avec la chefferie des zaki se situe à l'Est, le territoire des Faradje se trouve à l'Ouest, la République du Sud Soudan se trouve au Nord-est, la chefferie des Kakwa se trouve au Nord-est, et la chefferie des ALURU et le

² ROBERT, B., 2008, *L'agriculture au service du Développement*, Paris CTA p.53.

³ www.ec.europa.eu/./country-profile.cfm

⁴ PALUKU, B., 2010, Développement et politique agricole en Afrique centrale, RDC.

⁵ www.afrique/ITAVI, Avril, 2011).

⁶ LEMERY, N., 2010, *Problématique du développement socio-économique en Chefferie des Kakwa, Territoire d'Aru* p.30.

secteur des Ndo-Kebo ont le Sud⁷. Elle se trouve entre 2° 26' et 3° 29' latitude nord et entre 30°8' et 30°56' longitude Est. La chefferie des Kaliko-Omi se distingue par sa savane riche en herbes, avec quelques galeries forestières, des montagnes et des cours d'eau remarquables. Son sol présente une composition sablo-argileuse⁸.

1.2. Méthodes

La recherche est de nature analytique et porte sur la population de la chefferie des Kaliko-Omi, avec un échantillon de 180 individus comprenant des agents des entreprises, des agriculteurs enregistrés et des agriculteurs indépendants. Nous avons utilisé la méthode d'interview structurée pour collecter les données à l'aide d'un questionnaire d'enquête. Nous avons également employé la méthode documentaire afin d'enrichir ces informations. Finalement, cette information a été analysée en utilisant le calcul de pourcentage.

II. RÉSULTATS ET DÉBAT

Tableau I. Nombre fermiers, superficie emblavée, quantité produite de tabac par société.

Sociétés	Nombre fermiers	%	Superficie emblavée/ha	%	Quantité produite/Tonne	Prix Moyen/Soc	Valeur en \$
SAAC	6 480	18	4 860	18	7 776	1.01	7 853 760
CLC	8 676	24	6 507	24	1 411. 2	1.75	2 469 600
BAT	13 920	38	10 440	38	16 704	1.40	23 385 600
CTT	7 520	20	5 640	20	9 024	1.30	11 731 200
TOTAL	36 596	100	27 447	100	34 915.2	1.17	45 440 160

Source : Nos enquêtes sur terrain, 2023.

Selon l'analyse du tableau I, il apparaît que la BAT possède une capacité de production importante, représentant 38%, suivie respectivement de CLC, CTT et SAAC. On observe également la même tendance sur l'ensemble de la superficie emblavée, le nombre de fermiers embauchés et les revenus générés. En ce qui concerne le prix moyen en dollar américain, c'est CLC qui se démarque.

Les arguments prônant l'utilisation des pouvoirs de l'agriculture pour la réduction de la pauvreté en tant que moteur de la croissance dans le pays à vocation agricole prouvent que, l'utilisation efficace de celle-ci exige d'adaptation des plans d'action stratégiques pour le développement aux types des pays et aux contextes nationaux ou régionaux ; toutefois, à l'exception de certains succès convaincants, tout le potentiel de l'agriculture n'a pas été exploité dans de nombreuses entreprises à caractère capitaliste à cause de partis pris défavorables au secteur agricole et de sous-investissement aggravés par de mauvais placement et la négligence de certains bailleurs de fonds, avec de coûts élevés en terme de souffrance humaine.

Aujourd'hui, de nouvelles possibilités se présentent pour exploiter ce potentiel, tandis que le nouveau rôle de l'agriculture dans le développement se concentre sur les petits producteurs et concilie les aspects économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture.

Tableau II : Affectation des revenus par les paysans

Orientation	Fréquence	%
Scolarisation	34	19
Construction	21	12
Moyens de transport	33	18
Charges familiales	44	24

⁷ IDRING'I, A.N. et BAMUHIGA, L.B., 1999. L'élevage dans la zone d'Aru (RDC), Etudes Géographiques 1988 in Annales de l'ISP de Buta, Vol 18 augmenté 1999, CRV ISEAV/ARU 266-267 p.

⁸ IDRING'I, A.N. et BAMUHIGA, L.B, idem, p3.

Dot	20	11
Autres besoins	28	16
Total	180	100

Source : Nos enquêtes sur terrain, 2023.

Selon le tableau II, à l'époque où toutes les sociétés tabacoles étaient présentes dans la communauté des Kaliko, 24 % des revenus étaient utilisés pour les dépenses familiales. De plus, la scolarisation des enfants à tous les niveaux et l'achat de moyens de transport variés représentaient respectivement 19 % et 18 %. En ce qui concerne l'utilisation des recettes, 58% des agriculteurs utilisent leurs revenus pour les diverses dépenses familiales. De plus, plus de 60% des étudiants du territoire d'Aru, présents dans toutes les universités de la RDC, avaient des parents ou des tuteurs qui étaient producteurs de tabac⁹.

Tableau III. Causes de la restriction des sociétés tabacoles

Causes	Fréquence	%
Baisse de la production	39	22
Crédits octroyés aux fermiers	53	29
Taxes et redevances	51	28
Autres	37	21
Total	180	100

Source : Nos enquêtes sur terrain, 2022.

Selon le tableau III, il est évident que la majorité des sociétés tabacoles sont tombées en faillite en raison des dettes accordées aux fermiers qui ne sont pas remboursées, soit 29%, et que la multiplicité des taxes de l'État a entravé les activités à 28%. Selon Lemery Nghota (2010 :30), il est confirmé que la multiplication des entreprises de tabac dans le Territoire d'Aru de 2006 à 2011 a entraîné une compétition entre elles, ce qui a suscité une désobéissance des agriculteurs envers les engagements pris par l'entreprise en leur offrant des intrants et en prenant des avances sur la production.

Tableau IV. Impact négatif de la fermeture des sociétés tabacoles

Impact	Fréquence	%
Baisse d'activités commerciales	28	16
Manque d'emploi	26	14
Départ des jeunes aux carrières minières	23	13
Baisse de taux de scolarité	32	18
Destruction des ressources naturelles	51	28
Maladies d'origine hydrique	20	11
Total	180	100

Selon l'analyse du tableau IV, 28 % des personnes interrogées estiment que la destruction des ressources naturelles est plus grave que les autres conséquences. L'augmentation des taux de scolarité, les activités commerciales et le manque d'emploi sont suivis de 18, 16 et 14% respectivement. Nos résultats concordent avec Obhelebhua (2012 :16), qui montre que les entreprises de tabac utilisent 64% du bois pour le séchage du tabac.

⁹ EDEMAGA, T., 2010, Impact de la culture de Tabac sur les Cultures vivrières en Territoire d'Aru, Province Orientale, 40p.

C'est pourquoi on observe des signes de désertification, tels que des irrégularités saisonnières, une baisse des cours d'eau et la disparition des galeries forestières dans la communauté des Kaliko-Omi.

CONCLUSION

Cette étude visait à ressortir l'impact de la restriction des sociétés tabacoles sur la vie socio-économique de la population des Kaliko-Omi. Au terme de la présente, nous sommes parvenu à la conclusion dont voici la teneur.

La destruction des ressources naturelles, la baisse de taux de scolarité et d'activités commerciales sont là les éléments constitutifs à la base du départ massif de ces sociétés. Toutefois, le manque d'emploi et la prolifération des maladies d'origine hydrique sont aussi signalés.

BIBLIOGRAPHIE

- EDEMAGA, T., 2010, Impact de la culture de Tabac sur les Cultures vivrières en Territoire d'Aru, Province Orientale, 40p.
- IDRING'I, A.N. et BAMUHIGA, L.B., 1999. L'élevage dans la zone d'Aru (RDC), Etudes Géographiques 1988 in Annales de l'ISP de Buta, Vol 18 augmentée 1999, CRV ISEAV/ARU 266-267 p.
- LEMERY, N., 2010, Problématique du développement socio-économique en Chefferie des Kakwa, Territoire d'Aru 30 p.
- OBHELEBHUA, 2012, Identification des espèces utilisées comme bois de chauffe en Culture de tabac dans la collectivité des Kaliko, 16p.
- PALUKU, B., 2010, Développement et politique agricole en Afrique central, RDC
- Rapport Annuel de la Collectivité des Kaliko 2014, p 25.
- ROBERT, B., 2008, L'agriculture au service du Développement, Paris CTA page 53.
- www.digitalcongo.net/article/7277/09/09/2015.
- www.ec.europa.eu/.../country-profile.cfm (21Juin2010).